

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1402

13 juin 2013

SOMMAIRE

Aircraft V.I.P. Services S.à r.l.	67296	Desmond Beheer	67256
Atrium Invest SICAV-SIF	67296	DP Investment (SPF) S.A.	67255
BGP Investment II, S.à r.l.	67254	Drunx S.à r.l.	67256
BGP Investment II, S.à r.l.	67254	Exponential Interactive Luxembourg S.à r.l.	67256
BH Investment Holding (SPF) S.A.	67253	Ilmauria S.A.	67257
BH Investment (SPF) S.A.	67253	Indaz S.A.	67258
Big Eagle (Lux) S.à r.l.	67257	K.K.M. Société Civile Immobilière	67257
Bird's Eye View Luxembourg S.à r.l.	67252	Magger S.A.	67293
Blackstone Perpetual Topco S.à r.l.	67270	MRP Apollo Investment S. à r.l.	67251
Brading Holding S.à r.l.	67253	Nationwide Management S.A.	67257
Brasserie Tire-Bouchon	67253	NDG Group S.A.	67257
BRE/Management 2 S.A.	67250	N. Hypothek Lux S.à r.l.	67252
BRE/Management 3 S.A.	67250	Nobles Escuyers S.A.	67256
BRE/Management Asia S.A.	67250	Nobles Escuyers S.A.	67251
BTD Investment (SPF) S.A.	67253	NRGenerating Luxembourg (No.1) S.à r.l.	67251
BTD Investment (SPF) S.A.	67254	Parenass Participations S.à r.l.	67251
Bugy Capital S.à r.l., SPF	67250	PHF Lux I S.à r.l.	67250
C&C Construction Sàrl	67254	Planalto S.A.	67252
Charlie Shipping S.A.	67255	Prantomoda S.à r.l.	67252
Company Formation & Management Ser- vices S.à r.l.	67255	Stena Drillmax Lux 1 S.à r.l.	67283
Constructions CLARIDGE S.à r.l.	67255	YAPITAL Financial A.G.	67296
Covent Garden Holdings S.à r.l.	67254		
Covent Garden Holdings S.à r.l.	67255		

BRE/Management Asia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.601.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053232/10.

(130065650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Bugy Capital S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.619.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66294 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053215/10.

(130065871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

BRE/Management 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.596.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053234/10.

(130065499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

BRE/Management 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.598.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053236/10.

(130065542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

PHF Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.306.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013053551/14.

(130065831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Parenass Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 171.495.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013053535/13.

(130065361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

NRGenerating Luxembourg (No.1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 77.333.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013053526/13.

(130065345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

MRP Apollo Investment S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 139.841.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013053510/13.

(130065392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Nobles Escuyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 105.148.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.04.13.

Pour: NOBLES ESCUYERS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013053523/15.

(130065612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

N. Hypothek Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.847.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053512/10.

(130065654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Planalto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.431.

Auszug des Generalversammlungsprotokolls vom 18. April 2013

1. Herrn Gérard BIRCHEN wird als Verwaltungsratsmitglied und Vorsitzender des Verwaltungsrates bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2018 wieder gewählt.

2. Herrn Frank PLETSCHE wird als Verwaltungsratsmitglied bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2018 wieder gewählt.

3. Frau Tessy LANG wird als Verwaltungsratsmitglied bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2018 wieder gewählt.

4. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung COMCOLUX S.à r.l. wird als Kommissar bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2018 wieder gewählt.

Luxembourg, den 25.04.2013.

Für gleichlautende Mitteilung

Für PLANALTO S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013053553/20.

(130065817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Prantomoda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 85A, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 159.824.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053560/10.

(130065591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Bird's Eye View Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 140.091.

Nouvelle Répartition du Capital Social au 11 avril 2013

Ludovicus Franciscus J. TIELEN 125 parts sociales

41, Langenberg

B-2323 Wortel

Total 125 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BIRD'S EYE VIEW LUXEMBOURG SARL

Référence de publication: 2013053876/14.

(130066423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Brading Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 138.292.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Avril 2013.

Brading Holding S.à r.l.

Paul Galliver

Manager B

Référence de publication: 2013053881/14.

(130066629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Brasserie Tire-Bouchon, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3920 Mondercange, 4, rue d'Esch-sur-Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 144.102.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053882/10.

(130066637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BH Investment Holding (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.240.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013053874/10.

(130066349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BH Investment (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.240.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013053875/10.

(130066350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BTD Investment (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 68.985.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013053887/10.

(130066504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BGP Investment II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 109.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053863/10.

(130066367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BGP Investment II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 109.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053864/10.

(130066368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BTD Investment (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 68.985.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013053888/10.

(130066505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

C&C Construction Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean.

R.C.S. Luxembourg B 121.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053893/10.

(130066686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Covent Garden Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 128.161.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Manager

Référence de publication: 2013053905/14.

(130066121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Covent Garden Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 128.161.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Manager

Référence de publication: 2013053906/14.

(130066151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Company Formation & Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 160.217.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013053898/10.

(130066210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Constructions CLARIDGE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 43.413.

Les documents de clôture de l'année 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053901/10.

(130066594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Charlie Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.193.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053921/10.

(130066606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

DP Investment (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.796.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013053974/10.

(130066501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Drunx S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 174.330.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052550/13.

(130064498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Desmond Beheer, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 13-4, route de Stavelot.

R.C.S. Luxembourg B 175.612.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 23 avril 2013.

Pour la société

Joëlle SCHWACHTGEN

Le notaire

Référence de publication: 2013052560/13.

(130064205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Exponential Interactive Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.359.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052581/13.

(130064501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Nobles Escuyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 105.148.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.04.2013.

Pour: NOBLES ESCUYERS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013053522/15.

(130065611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Big Eagle (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 20.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.799.

Par résolutions prises en date du 28 mars 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Wendy FRIEDMAN DULMAN, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 10019 New York, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat;

- nomination de Shari Verschell-Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 48th Floor, 10019 New York, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013053845/14.

(130066273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Ilmauria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6238 Breidweiler, 11, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg B 118.170.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052729/10.

(130064400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Nationwide Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 99.746.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052882/10.

(130064753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

K.K.M. Société Civile Immobilière, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-6238 Breidweiler, 11, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg E 1.893.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013052748/10.

(130064778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

NDG Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 175.314.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013052886/10.

(130065045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Indaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 176.964.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth of April.

Before Us Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Caderno Azul SGPS, S.A., a public limited liability company governed by the law of Portugal, having its registered address at Rua General Norton de Matos, 58 r/c, Cedofeita, Porto, District of Porto, Portugal, here represented Ms. Peggy Simon, private employee with professional address at 9 Rabatt, L-6475, Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 23rd, 2013.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing company and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in his here-above stated capacities, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme»:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed by the subscriber and all those who become owners of Shares hereafter (hereafter the «Shareholder» and collectively the «Shareholders»), a public limited liability company «Société anonyme» (hereafter the «Corporation»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Object. The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Corporation may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Corporation is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Corporation will have the name of "Indaz S.A.".

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in the municipality of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the Board of Directors.

The Corporation may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 6. Corporate capital.

6.1 The Corporation's share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into the following classes of shares:

- fifteen thousand, five hundred (15,500) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter the "Ordinary Shares");

- fifteen thousand, five hundred (15,500) non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter the "Non-Voting MRPS");

(the Non-Voting MRPS and the Ordinary Shares are hereinafter collectively referred to as the "Shares" and individually as a "Share").

6.2. The Shares may be created as registered or bearer Shares at the option of the Shareholder.

6.3. Ordinary Shares and Non-Voting MRPS can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles. Except otherwise provided, any amount of share premium which has been or shall be paid in addition to the par value of the Ordinary Shares shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be allocated to a special reserve to be designated as the Ordinary Shares Premium Account. Except otherwise provided, any amount of share premium which has been or shall be paid in addition to the par value of the Non-Voting MRPS shall remain attached to the Non-Voting MRPS and shall be allocated to a special reserve to be designated as the Non-Voting MRPS Premium Account. In addition, a special reserve account attached to the Non-Voting MRPS may be created.

Art. 7. Increase and Reduction of capital. The capital may be changed at any time by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 20 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares.

8.1 Each Ordinary Share confers an identical voting right and each holder of Ordinary Share(s) has voting rights commensurate to such holder's ownership of Ordinary Shares.

Each Non-Voting MRPS does not entitle its holder to any voting right except in the cases laid-down under article 46 of the Law, i.e. they are entitled to vote in any general meeting called upon to deal with the following matters:

- issuance of new shares entitled to preferential right(s);
- determination of the preferential cumulative dividend attached to the Non-Voting MRPS;
- conversion of the Non-Voting MRPS into Ordinary Shares;
- decrease of the share capital of the Corporation;
- amendment to the purpose of the Corporation;
- issuance of convertible bonds;
- dissolution of the Corporation;
- transformation of the Corporation into a company of another legal form in the meaning of article 46(1) of the Law.

However and in accordance with article 44(2) of the Law, in case the Fixed Preferential Dividend, as defined in article 23 of the Articles, to which their holder(s) are entitled, have not been paid in their entirety despite the existence of profits available for that purpose during two successive financial years period and until that Fixed Preferential Dividend will have been paid in full, they shall have the same voting rights as the holders of Ordinary Shares at all meetings.

Save for the cases listed above, Non-Voting MRPS are not taken into consideration in order to determine the conditions as to quorum and majority at general meetings.

Nevertheless, Non-Voting MRPS holders are entitled to receive the same convening notices, documents, reports and information as the holders of Ordinary Shares.

8.2 The Corporation shall have power to redeem its own Ordinary Shares in accordance with the Law.

Non-Voting MRPS are redeemable shares within the meaning of, and their redemption, at the request of the Corporation, shall be governed by article 49-8 of the Law.

Non-Voting MRPS shall be redeemed by the Corporation:

- at any time, upon its request and at its sole discretion; and
- at the latest on the tenth anniversary of the issue date of the Non-Voting MRPS (hereafter the "Maturity Date").

The redemption of the Non-Voting MRPS by the Corporation is subject to the following conditions:

1. it can only be made by using either sums available for distribution in accordance with the Law or the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption;

2. except in the case of a new issue made with a view to carry out such redemption, an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value of all the outstanding Non-Voting MRPS to be redeemed must be allocated to a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a decrease of the subscribed share capital of the Corporation; except in this specific case, the reserve can only be used to increase the subscribed share capital of the Corporation by capitalization of this reserve;

3. each holder of redeemed Non-Voting MRPS is entitled to receive a payment in cash or in kind per redeemed Non-Voting MRPS (hereafter the "Redemption Price") equal to:

- i. the nominal value or the par value, as the case may be, of its redeemed Non-Voting MRPS; plus
- ii. any freely distributable sum which was allocated to the Non-Voting MRPS Premium Account and/or to the special reserve account attached to Non-Voting MRPS; plus

iii. all and any accrued but unpaid Fixed Preferential Dividend, as defined in article 23 of the Articles, to which the redeemed Non-Voting MRPS is entitled to receive at the time of the redemption; and plus

iv. all and any accrued but unpaid Variable Preferential Dividend, as defined in article 23 of the Articles, to which the redeemed Non-Voting MRPS is entitled to receive at the time of the redemption.

The payment of the amounts under 3.i. to 3.iv. above can be paid only from sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law (hereafter the "Available Sums").

However, on the Maturity Date, if Available Sums are insufficient for the Corporation to redeem all the Non-Voting MRPS, the redemption of all the Non-Voting MRPS will not be hindered; such insufficiency only entails the deferment of the payment of the Redemption Price due on the Maturity Date. In this latter case, the Corporation shall pay to the holders of the redeemed Non-Voting MRPS whatever amount up to the Available Sums on the Maturity Date, the remaining part of the Repurchase Price to be paid as and when the Corporation will have sufficient Available Sums for this purpose.

As long as the Redemption Price at Maturity has not been paid in full, no dividend shall be paid to the shareholders.

The redemption of any Shares must be carried out by a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

The redeemed Shares shall be cancelled and the issued share capital decreased accordingly.

Chapter III. Management

Art. 9. Directors, Board of Directors. The Corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three Directors. The members of the Board might be split into several categories.

If the Corporation is composed of one single Shareholder, it may be managed either by one sole Director or by several Directors, constituting a Board of Directors. The sole Director will in this case exercise the powers granted by Law to the Board of Directors.

The Directors are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of Shareholders which may at any time remove them.

The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the Shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors.

10.1 All meetings of the Board of Directors shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

10.2. The Board of Directors elects from among its members a chairman.

10.3. The Board of Directors, if any, convenes upon call by the chairman or upon request of any two Directors, as often as the interest of the Corporation so requires.

10.4. Written notice of any meeting of the Board of Directors of the Corporation shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors of the Corporation. Written notice may be given by postal mail, telefax or e-mail. No such written notice is required if all the members of the Board of Directors of the Corporation are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each member of the Board of Directors of the Corporation. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the Board of Directors of the Corporation.

10.5. Any member of the Board of Directors of the Corporation may be represented at any meeting of the Board of Directors of the Corporation by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another director as his or her proxy.

10.6. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors of the Corporation by conference call initiated from Luxembourg or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7. Notwithstanding the foregoing, a decision of the Board of Directors of the Corporation may also be passed in writing. Such decision shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every Director. The date of such decision shall be the date of the last signature.

Art. 11. Decisions of the Board of Directors. The Board of Directors may validly deliberate if a quorum of Directors is present or represented at such board meeting. A quorum shall be deemed to be present or represented if the majority of the Corporation's Directors is present or represented and with at least the presence or representation of one Director of each Category as the case may be. Decisions taken by the Board of Directors shall require the vote of the majority of the Directors present or represented, with at least the favorable vote of one Director of each Category as the case may be.

In the event that at any meeting the number of votes for and against a decision is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 16 below, the quorum and the voting requirements shall apply without taking into account the affected Director(s).

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The sole Director or the Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Any litigation involving the Corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

Art. 13. Bindingsignatures. The Corporation will be bound by the signature of its sole Director. In case the Corporation is administrated by a Board of Directors, the Corporation shall be bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the Managing Director, provided that special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 15 of the present Articles.

In case the Corporation is administrated by several categories of Directors, the Corporation will obligatorily be committed by the joint signature of one Director of each Category. Such requirement is not applicable in case one Category is prevented from voting as per Article 16 below.

Art. 14. Day-to-day management. The sole Director or The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Corporation to one or more Directors, who will be called Managing Directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Corporation or of a special branch to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either Shareholders or not.

Art. 15. Liability- Indemnification. The sole Director or the Board of Directors assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Corporation.

The Corporation shall indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Director or officer of the Corporation, or, at the request of the Corporation, of any other Corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Director or officer may be entitled.

Art. 16. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Corporation and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Director or any officer of the Corporation has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation conflicting with the interest of the Corporation, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s)

Art. 17. Powers of the General Meeting of the Shareholders. If the Corporation is composed of one single Shareholder, the latter exercises the power granted by Law to the General meeting of Shareholders.

Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Corporation shall represent the entire body of Shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Corporation.

Art. 18. Annual general meeting of the shareholders. The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation shall be held, in accordance with Luxembourg law, in the Grand Duchy of Luxembourg, at the address of the registered office of the Corporation or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Monday of June at 2.00 p.m. Luxembourg time of each year. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors of the Corporation, exceptional circumstances so require.

Art. 19. Other meetings of the shareholders. Other meetings of the Shareholders of the Corporation may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 20. Procedure, Vote.

20.1. Each Ordinary Share is entitled to one vote.

20.2. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, decisions at a meeting of the Shareholders of the Corporation duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

20.3. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, decisions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the Shareholders present or represented.

20.4. However, the nationality of the Corporation may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders, if any.

20.5. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Corporation by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

20.6. Any Shareholder may participate in a meeting of the Shareholders of the Corporation by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

20.7. If all the Shareholders of the Corporation are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Corporation, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Chapter V. Supervision

Art. 21. Statutory auditors. The operations of the Corporation shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of Shareholders of the Corporation which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of Shareholders of the Corporation with or without cause.

Chapter VI. Accounting Year, Allocation of Profits

Art. 22. Financial Year. The accounting year of the Corporation shall begin on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 23. Appropriation of profits. After deduction of any and all of the expenses of the Corporation and the amortization, the credit balance represents the net profit of the Corporation.

On the net profit, five percent (5,00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00%) of the capital of the Corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. Further to the allocation of the legal reserve, a right to payment of a preferential and cumulative dividend in the meaning of article 44 (2) of the Law equal to 1 % (one percent) of the nominal value or the par value, as the case may be, of each Non-Voting MRPS, is borne automatically to the benefit of the Non-Voting MRPS holder (the "Fixed Preferential Dividend").

The remaining profit is at the disposal of the general meeting. In the event of a distribution, the remaining profit shall be distributed as follows:

- the holders of the Non-Voting MRPS shall be entitled to receive, on a pro rata basis, in priority an amount corresponding to the profits derived from the bond yield payments subscribed by the Corporation, less i) any directly connected expenses, ii) a commercial remuneration of 1% of the profits of the Corporation arising from the same bond yield payments, iii) the Fixed Preferred Dividend of the relevant year, and iv) the Variable Preferred Dividend of the previous year for which no Variable Preferred Dividend was declared (the "Variable Preferential Dividend"); and

- the remaining profit after allocation of the Variable Preferential Dividend shall be allocated proportionally to the holders of Ordinary Shares.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the Law.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Corporation may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders, which will specify their powers and fix their remuneration.

The Non-Voting MRPS holders are entitled to a preferential right of:

- reimbursement of the contribution in consideration of which the Non-Voting MRPS have been issued; and
- payment of all and any accrued but unpaid dividend they are entitled to as holder of Non-Voting MRPS.

At the time of closing of the liquidation, the assets of the Corporation will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, only to the holders of Ordinary Shares proportionally to the Ordinary Shares they hold.

Chapter VIII. Applicable Law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the Law.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of formation of the Corporation and shall terminate on December 31st, 2013
2. The first annual meeting of the Shareholders shall be held in 2014.

Subscription

All the thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, have been subscribed by Caderno Azul SGPS, S.A., prenamed.

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is now available to the Corporation evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand three hundred Euro (€ 1,300.-).

Extraordinary general meeting

The abovenamed person, representing the entire subscribed capital, made the following decisions:

1. The Corporation is administrated by three (3) persons.
2. The following are appointed as Directors:

Category A Directors:

- Mr. Joao Borges de Oliveira, born on September 23rd, 1959, in Valongo do Vouga Águeda, Portugal, having his private address at Rua do Crasto, 628, Apart. 5.1, Nevogilde 4150, 243 Porto, Portugal.

Category B Directors:

- Mr. Richard Brekelmans, born on September 12th, 1960 in Amsterdam, the Netherlands, having his professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mrs. Elizabeth Timmer, born on July 24th, 1965 in Zuidelijke, IJsselmeerpold, the Netherlands, having her professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Certifica Luxembourg S.à r.l., with registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, is appointed as Statutory Auditor.

4. The terms of office of the Directors and Statutory Auditor will expire after the annual meeting of Shareholders to be held for the approval of the first annual accounts in 2014.

5. The registered office of the Corporation is established at 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows English states that on request of the person appearing, the present deed is worded in English followed by a French version; in case of discrepancies between the English and the French text, only the English version will prevail.

Whereof, the present notarized deed was drawn up in Echternach.

The document having been read to the proxyholder of the company appearing, the same signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Caderno Azul SGPS, S.A., une société anonyme régie par les lois du Portugal, ayant son siège social à Rua General Norton de Matos, 58 r/c, Cedofeita, Porto, District of Porto, Portugal, ici représentée par Mme Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle au 9 Rabatt, L-6475, Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé établie le 23 avril 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente pour être soumise avec elle aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en dite qualité a requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme et d'arrêter les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions émises (ci-après l'«Actionnaire» ou les «Actionnaires»), une société anonyme qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «Indaz S.A.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par décision du Conseil d'Administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. - Capital, Actions

Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille Euros (€ 31.000,-) représenté par trente et un-mille (31.000) actions divisées en classes d'actions de la manière suivante:

- Quinze mille, cinq cents (15.500) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (€ 1,-) chacune (ci-après les «Actions Ordinaires»);

- Quinze mille, cinq cents (15.500) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote et ayant une valeur nominale d'un Euro (€ 1,-) chacune (ci-après les «MRPS Sans Droit de Vote»);

(les MRPS Sans Droit de Vote et les Actions Ordinaires sont collectivement désignées ci-après comme les «Actions» et individuellement comme une «Action»).

6.2 Les actions peuvent être soit enregistrées soit au porteur au choix de l'Actionnaire.

6.3 Les Actions Ordinaires et les MRPS Sans Droit de Vote peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, selon les conditions prévues par la Loi et les Statuts. Sauf disposition contraire, tout montant de prime d'émission qui a été ou devra être versé en plus de la valeur nominale des Actions Ordinaires devra rester attaché aux Actions Ordinaires et être affecté à une réserve spéciale qui sera désignée en tant que Compte de Prime d'Emission d'Actions Ordinaires. Sauf disposition contraire, tout montant de prime d'émission qui a été ou devra être versé en plus de la valeur nominale des MRPS Sans Droit de Vote devra rester attaché aux MRPS Sans Droit de Vote et être affecté à une réserve spéciale qui sera désignée en tant que Compte de Prime d'Emission des MRPS Sans Droit de Vote. Par ailleurs, un compte de réserve spéciale attaché aux MRPS Sans Droit de Vote pourra être créé.

Art. 7. Augmentation et Réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Actions.

8.1 Chaque Action Ordinaire confère un droit de vote identique et chaque détenteur d'Action(s) Ordinaire(s) a un/des droit(s) de vote proportionnel(s) à une telle détention d'Action(s) Ordinaire(s).

Aucun des MRPS Sans Droit de Vote n'autorise ses détenteurs à quelque droit de vote que ce soit, à l'exception des cas prévus à l'article 46 de la Loi, i.e., ils sont autorisés à prendre part au vote de toute assemblée générale appelée à se prononcer sur un des sujets suivants:

- sur l'émission de nouvelles actions jouissant de droit(s) privilégié(s);
- sur la fixation du dividende privilégié attaché aux MRPS Sans Droit de Vote;
- sur la conversion des MRPS Sans Droit de Vote en Actions Ordinaires;
- sur la réduction du capital social de la Société;
- sur la modification de l'objet social de la Société;
- sur l'émission d'obligations convertibles;
- sur la dissolution anticipée de la Société;
- sur la transformation de la Société en une société d'une autre forme juridique au sens de l'article 46 (1) de la Loi.

Cependant et en accord avec l'article 44 (2) de la Loi, dans le cas où un Dividende Préférentiel Fixe, tel que défini à l'article 23 des Statuts, auquel a/ont droit leur(s) détenteur(s), n'a pas été versé dans son entièreté malgré l'existence de bénéfices disponibles pour cette fin pendant deux exercices sociaux consécutifs et ce jusqu'à ce que ce Dividende Préférentiel Fixe soit versé dans son entièreté, le(s) détenteur(s) de MRPS Sans Droit de Vote auront les mêmes droits de vote que les détenteurs d'Actions Ordinaires pour toutes les assemblées.

Hormis les cas listés ci-dessus, les MRPS Sans Droit de Vote ne sont pas prises en considération lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions relatives au quorum et à la majorité pour la tenue de toute assemblée.

Néanmoins, les détenteurs de MRPS Sans Droit de Vote bénéficient des mêmes droits quant à la réception des convocations, documents, rapports et informations que les détenteurs d'Actions Ordinaires.

8.2 La Société pourra procéder au rachat de ses propres Actions Ordinaires en accord avec la Loi.

Les MRPS Sans Droit de Vote sont des actions rachetables dans le sens où, que leur rachat soit à la requête des détenteurs des MRPS Sans Droit de Vote ou à la requête de la Société, ils sont soumis à l'article 49-8 de la Loi.

Les MRPS Sans Droit de Vote sont rachetables par la Société:

- à tout moment, à sa requête et à sa propre discrétion; et
- au plus tard lors du dixième anniversaire de la date d'émission des MRPS Sans Droit de Vote (ci-après la «Date d'Echéance»).

Le rachat des MRPS Sans Droit de Vote par la Société est soumis aux conditions suivantes:

1. il peut seulement être réalisé en utilisant soit les sommes disponibles pour la distribution en accord avec la Loi ou les fonds issus d'une nouvelle émission entreprise afin de réaliser un tel rachat;

2. à l'exception du cas d'une nouvelle émission entreprise afin de réaliser un tel rachat, un montant égal à la valeur nominale, ou, en l'absence de celle-ci, à la au pair comptable de tous les MRPS Sans Droit de Vote restants devant être rachetés devra être affecté à une réserve non distribuable aux actionnaires, excepté en cas de diminution du capital souscrit de la Société; à l'exception de ce cas particulier, la réserve peut seulement être utilisée pour augmenter le capital social de la Société par capitalisation de cette réserve;

3. chaque détenteur de MRPS Sans Droit de Vote racheté est autorisé à recevoir un paiement en numéraire ou en nature par MRPS Sans Droit de Vote racheté (ci-après le «Prix de Rachat») égal à:

- i. la valeur nominale ou le pair comptable, selon le cas, de son/ses MRPS Sans Droit de Vote rachetée(s); plus
- ii. toute somme librement distribuable allouée au Compte de Prime d'Emission des MRPS Sans Droit de Vote et/ou au compte de réserve spéciale attaché aux MRPS Sans Droit de Vote; plus

iii. tout Dividende Préférentiel Fixe, tel que défini à l'article 23 des Statuts, échu mais non-versé auquel donne droit la MRPS Sans Droit de Vote au moment du rachat; et plus

iv. tout Dividende Préférentiel Variable, tel que défini à l'article 23 des Statuts, échu mais non-versé auquel donne droit la MRPS Sans Droit de Vote au moment du rachat.

Le paiement des montants dus en vertu de 3.i. à 3.iv. ci-dessus ne peut être effectué qu'au moyen des sommes disponibles pour la distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi (ci-après les «Sommes Disponibles»).

Toutefois, à la Date d'Echéance, si les Sommes Disponibles sont insuffisantes pour que la Société puisse racheter la totalité des MRPS Sans Droit de Vote, le rachat de toutes les MRPS Sans Droit de Vote ne sera pas entravé; une telle insuffisance entraîne seulement le report du paiement du Prix de Rachat dû à la Date d'Echéance. Dans ce cas, la Société devra verser aux détenteurs des MRPS Sans Droit de Vote rachetés tout montant jusqu'à concurrence du montant des Sommes Disponibles à la Date d'Echéance, la partie restante du Prix de Rachat devant être payée dès que la Société disposera des Sommes Disponibles à cette fin.

Tant que le Prix de Rachat à la Date d'Echéance n'aura pas été entièrement payé, aucun dividende ne sera versé aux actionnaires.

Le rachat de toutes Actions doit être effectué par le biais d'une résolution des actionnaires approuvée à la majorité requise pour la modification des Statuts.

Les Actions rachetées doivent être annulées et le capital social diminué en conséquence.

Chapitre III. Administration

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Les membres du Conseil peuvent être scindés en plusieurs catégories.

Si la Société comporte un seul Actionnaire, elle peut être dirigée par un Administrateur unique ou par plusieurs Administrateurs composant un Conseil d'Administration. L'Administrateur unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus au Conseil d'Administration.

Les administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des Actionnaires, et sont toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1. La tenue du Conseil d'Administration doit se faire au Grand-Duché de Luxembourg.

10.2. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président.

10.3. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur convocation de deux Administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

10.4. Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration de la Société sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.5. Tout Administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre Administrateur comme son mandataire.

10.6. Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration de la Société par conférence téléphonique initiée depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

10.7. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration de la Société. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 11. Décisions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut délibérer valablement si un quorum d'Administrateurs est présent ou représenté à ce conseil. Ce quorum est réputé présent ou représenté si la majorité des Administrateurs de la Société est présente ou représentée, un Administrateur de chaque catégorie devant au moins être présent ou représenté le cas échéant. Les décisions prises par le Conseil d'Administration nécessitent le vote de la majorité des Administrateurs présents ou représentés, parmi lequel le vote affirmatif d'au moins un Administrateur de chaque catégorie, si le Conseil d'Administration est divisé en catégories.

En cas de ballottage lors d'une réunion, le président du Conseil d'Administration aura voix prépondérante.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 16 ci-dessous, les exigences de quorum s'appliqueront sans prendre en compte le ou les Administrateurs concernés.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration de la Société. L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de son Administrateur Unique. Si la Société est administrée par un Conseil d'Administration, elle est engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs, ou par la seule signature d'un Administrateur-Délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'article 15 des Statuts.

Si la Société est administrée par plusieurs catégories d'Administrateurs, la Société sera obligatoirement liée par la signature conjointe d'un Administrateur de chaque catégorie. Ces exigences ne sont pas applicables lorsqu'une catégorie d'Administrateur est empêchée de voter conformément à l'article 16 ci-dessous.

Art. 14. Gestion journalière. L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Administrateurs qui prendront la dénomination d'Administrateurs-Délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs Administrateurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, Actionnaires ou non.

Art. 15. Responsabilité, Indemnisation. Les Administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout Administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité d'Administrateur ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un Actionnaire ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 16. Conflit d'intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, Actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'Actionnaire unique ou des Actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Chapitre IV. Actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires. Si la Société est composée d'un Actionnaire unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des Actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le dernier lundi du mois de juin à 2:00 PM heure de Luxembourg,

de chaque année au siège social de la Société. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, L'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 19. Autres assemblée générale des Actionnaires. Les autres assemblées générales des Actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 20. Procédure, Vote.

20.1. Chaque action donne droit à une voix.

20.2. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

20.3. Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée des Actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des Actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires présents ou représentés.

20.4. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires, s'il y en a.

20.5. Chaque Actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

20.6. Tout Actionnaire peut participer aux assemblées générales des Actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou Actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

20.7. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Chapitre V. Surveillance

Art. 21. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société.

Chapitre VI. Année Sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Exercice social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour-cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour-cent (10,00%) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Suite à l'allocation à la réserve légale, un droit au versement d'un dividende préférentiel et cumulatif au sens de l'article 44(2) de la Loi, égal à un pour-cent (1,00%) de la valeur nominale ou du pair comptable, selon le cas, de chaque MRPS Sans Droit de Vote, naît automatiquement au profit du détenteur de MRPS Sans Droit de Vote (le «Dividende Préférentiel Fixe»).

Les bénéfices restants seront distribués lors de l'assemblée générale. En cas de distribution, le profit restant sera distribué de la manière suivante:

- les détenteurs de MRPS Sans Droit de Vote auront droit de recevoir, sur une base au pro rata, en priorité à un montant correspondant aux profits résultant des paiements d'intérêts sur les obligations souscrites par la Société, moins i) toutes dépenses directement liées à ces derniers, ii) une rémunération commerciale de 1% des profits de la Société résultant des paiements d'intérêts sur les obligations, iii) le Dividende Préférentiel Fixe de l'année concernée, et iv) le Dividende Préférentiel Variable de l'année précédente pour laquelle aucun Dividende Préférentiel Variable n'a été déclaré (le «Dividende Préférentiel Variable»); et

- Le bénéfice restant après la distribution du Dividende Préférentiel Variable sera distribué proportionnellement aux détenteurs d'Actions Ordinaires.

Le Conseil d'Administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions de la Loi.

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les détenteurs de MRPS Sans Droit de Vote bénéficient d'un droit préférentiel au:

- remboursement de leurs apports en contrepartie desquels les MRPS Sans Droit de Vote ont été émis; et
- paiement de tous les dividendes courus mais non versés auxquels ils ont droit en tant que détenteurs de MRPS Sans Droit de Vote.

A la clôture de la liquidation, les actifs de la Société seront alloués à l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, seulement aux détenteurs des Actions Ordinaires au prorata de leur détention d'Actions Ordinaires.

Chapitre VIII. - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.

Souscription

Toutes les trente et un mille (31.000) actions d'une valeur d'un Euro (€ 1,-) chacune ont été souscrites par Caderno Azul SGPS, S.A., précité.

Toutes les actions ont été libérées intégralement par paiement en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille Euros (€ 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents Euros (€ 1.300,-).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué a pris les résolutions suivantes:

1. La Société est administrée par trois (3) Administrateurs:
2. Sont nommés Administrateurs les personnes suivantes:

Administrateur de Catégorie A:

- M. Joao Borges de Oliveira, né le 23 septembre 1959 à Valongo do Vouga, Águeda, Portugal, ayant son adresse privée à Rua do Crasto, 628, Apart. 5.1, Nevogilde 4150, 243 Porto, Portugal.

Administrateurs de Catégorie B:

- M. Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, ayant son adresse privée au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg; et

- Mme Elizabeth Timmer, née le 24 juillet 1965 à Zuidelijke, IJsselmeerpold, Pays-Bas, ayant son adresse privée au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Certifica Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, est appelé aux fonctions de Commissaire aux comptes.

4. Le mandat des Administrateurs et Commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire approuvant les comptes annuels de l'année 2014.

5. Le siège social de la Société est établi au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise seule fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 30 avril 2013. Relation: ECH/2013/831. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 03 mai 2013.

Référence de publication: 2013057212/671.

(130070726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2013.

Blackstone Perpetual Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 749.017,50.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.008.

In the year two thousand and thirteen on the second day of April.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, with registered office at 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships, Cayman Islands under number WK-47430,

here represented by Mrs Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

This proxy, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing person is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Blackstone Perpetual Topco S.à r.l., (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and which is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173.008, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on November 22nd, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 21, dated January 4th, 2013. The articles of incorporation of the Company were not amended since then.

The appearing person representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the nominal value of the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company from currently one euro (EUR 1) to one cent (EUR 0.01) and to subsequently convert the twelve thousand five hundred (12,500) existing shares into one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to create ten (10) classes of shares named shares of class A (the "Class A Shares"), shares of class B (the "Class B Shares"), shares of class C (the "Class C Shares"), shares of class D (the "Class D Shares"), shares of class E (the "Class E Shares"), shares of class F (the "Class F Shares"), shares of class G (the "Class G Shares"), shares of class H (the "Class H Shares"), shares of class I (the "Class I Shares") and shares of class J (the "Class J Shares") and to convert the existing one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares of the Company as follows:

- 125,000 Class A Shares
- 125,000 Class B Shares
- 125,000 Class C Shares
- 125,000 Class D Shares
- 125,000 Class E Shares
- 125,000 Class F Shares
- 125,000 Class G Shares
- 125,000 Class H Shares

125,000 Class I Shares

125,000 Class J Shares

The above Classes of Shares shall have the specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the last Resolution below.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of eleven thousand two hundred and fifty euro (EUR 11,250), through the cancellation of the following shares:

112,500 Class A Shares

112,500 Class B Shares

112,500 Class C Shares

112,500 Class D Shares

112,500 Class E Shares

12,500 Class F Shares

112,500 Class G Shares

112,500 Class H Shares

112,500 Class I Shares

112,500 Class J Shares

so as to temporarily bring the share capital of the Company to one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) represented by the following shares:

12,500 Class A Shares

12,500 Class B Shares

12,500 Class C Shares

12,500 Class D Shares

12,500 Class E Shares

12,500 Class F Shares

12,500 Class G Shares

12,500 Class H Shares

12,500 Class I Shares

12,500 Class J Shares.

The Sole Shareholder resolves to allocate the amount of the capital reduction of eleven thousand two hundred and fifty euro (EUR 11,250) to the share premium account of the Company.

Simultaneously with the above reduction of share capital, the Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of seven hundred and forty-seven thousand seven hundred and sixty-seven euro and fifty cents (EUR 747,767.50) in order to raise it from its current amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) up to seven hundred and forty-nine thousand seventeen euro and fifty cents (EUR 749,017.50), through the issue of seventy-four million seven hundred and seventy-six thousand seven hundred and fifty (74,776,750) shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each.

The Sole Shareholder resolves to allocate the newly issued seventy-four million seven hundred and seventy-six thousand seven hundred and fifty (74,776,750) shares to the newly created share classes as follows:

(a) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) seven million four hundred and seventy-seven thousand six hundred and seventy-five (7,477,675) shares allocated to the Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription and Payment

Thereupon,

1) Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P., pre-named, declares to subscribe for

(a) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) five thousand eight hundred and sixty-one (5,861) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each,

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of five thousand eight hundred and sixty-one euro (EUR 5,861) to be allocated as follows:

- five hundred eighty-six euro and ten cents (EUR 586.10) to the share capital of the Company; and

- five thousand two hundred and seventy-four euro and ninety cents (EUR 5,274.90) to the share premium account of the Company.

2) Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-A L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under number WK-68503,

here represented by Mrs Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

declares to subscribe for

(a) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine (2,441,109) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each,

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of two million four hundred and forty-one thousand one hundred nine euro (EUR 2,441,109) to be allocated as follows:

- two hundred and forty-four thousand one hundred and ten euro and ninety cents (EUR 244,110.90) to the share capital of the Company; and

- two million one hundred and ninety-six thousand nine hundred and ninety-eight euro and ten cents (EUR 2,196,998.10) to the share premium account of the Company.

3) Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-B L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under number WK-68509,

here represented by Mrs Johanna WITTEK, Rechtsanwartin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

declares to subscribe for

(a) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three (2,443,423) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of two million four hundred and forty-three thousand four hundred and twenty-three euro (EUR 2,443,423) to be allocated as follows:

- two hundred and forty-four thousand three hundred and forty-two euro and thirty cents (EUR 244,342.30) to the share capital of the Company; and

- two million one hundred and ninety-nine thousand eighty euro and seventy cents (EUR 2,199,080.70) to the share premium account of the Company.

4) Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-C L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under number WK-68506,

here represented by Mrs Johanna WITTEK, Rechtsanwartin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

declares to subscribe for

(a) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two (2,441,682) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of two million four hundred and forty-one thousand six hundred and eighty-two euro (EUR 2,441,682) to be allocated as follows:

- two hundred and forty-four thousand one hundred and sixty-eight euro and twenty cents (EUR 244,168.20) to the share capital of the Company; and

- two million one hundred and ninety-seven thousand five hundred and thirteen euro and eighty cents (EUR 2,197,513.80) to the share premium account of the Company.

5) Perpetual Management Investment II L.P., a Cayman Islands exempted limited partnership having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under number WK-71186, represented by its general partner Perpetual Management Investments Manager Ltd, a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands,

here represented by Mrs Johanna WITTEK, Rechtsanwartin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

declares to subscribe for

(a) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) one hundred eight thousand six hundred and seventy-five (108,675) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of one hundred eight thousand six hundred and seventy-five euro (EUR 108,675) to be allocated as follows:

- ten thousand eight hundred and sixty-seven euro and fifty cents (EUR 10,867.50) to the share capital of the Company; and

- ninety-seven thousand eight hundred seven euro and fifty cents (EUR 97,807.50) to the share premium account of the Company.

6) Stichting Administratiekantoor Perpetual, a Stichting organised under the laws of the Netherlands, with its registered office at Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, the Netherlands, and registered with the trade register of the Netherlands Chamber of Commerce under number 57360405,

here represented by Mrs Johanna WITTEK, Rechtsanwartin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

declares to subscribe for:

(a) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) thirty-six thousand nine hundred and twenty-five (36,925) Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of thirty-six thousand nine hundred and twenty-five euro (EUR 36,925) to be allocated as follows:

- three thousand six hundred and ninety-two euro and fifty cents (EUR 3,692.50) to the share capital of the Company; and

- thirty-three thousand two hundred and thirty-two euro and fifty cents (EUR 33,232.50) to the share premium account of the Company.

The above proxies, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing persons and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proof of the existence of the above contributions of EUR 7,477,675 has been produced to the undersigned notary.

Following the above, Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-A L.P., prenamed, Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-B L.P., prenamed, Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-C L.P., prenamed, Perpetual Management Investment II L.P., prenamed, and Stichting Administratiekantoor Perpetual, prenamed, decide together with Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P. to take the following resolution:

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the shareholders of the Company resolve to amend articles 5 and 21.2 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at seven hundred and forty-nine thousand seventeen euro and fifty cents (EUR 749,017.50), represented by

- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class A Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class B Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class C Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class D Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class E Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class F Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class G Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class H Shares,
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class I Shares; and
- seven million four hundred and ninety thousand one hundred and seventy-five (7,490,175) Class J Shares,

each share (a "Share") with a nominal value of one cent (EUR 0.01) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association of the Company.

Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders (the "Shareholders") adopted in the manner required for an amendment of these articles of association. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es), provided that redemptions of Shares will be effected first by the redemption of the Class J Shares, then Class I Shares, then Class H Shares, then Class G Shares, then Class F Shares, then Class E Shares, then Class D Shares, then Class C Shares, then Class B Shares, then Class A Shares, in each case on a pari passu basis, until, in each case, all Shares of such class have been redeemed in full, it being understood that under no circumstances can the redemptions result in the share capital of the Company falling below the minimum amount required by law.

5.3 The Company may redeem its own Shares subject to the provisions of the Law."

"21.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

In any year in which the Company resolves to make distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the Class I Shares, and then,
- the holders of Class J Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding Class of Shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class J Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Article 5.2 at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding Class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class I Shares)."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to four thousand seven hundred euro (EUR 4,700).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den zweiten April.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P., eine limited partnership existierend unter dem Recht der Cayman Inseln, mit eingetragener Geschäftsanschrift in 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Limited Partnerships, Cayman Islands unter der Nummer WK-47430,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung "ne varietur" durch den unterzeichnenden Notar und durch die für die Erschene Bevollmächtigte der hier vorliegenden Urkunde angehängt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei ist der alleinige Gesellschafter (der „Alleinige Gesellschafter“) der Blackstone Perpetual Topco S.à r.l., (nachstehend, die "Gesellschaft") eine société à responsabilité limitée gegründet in Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 173.008, wirksam gegründet am 22. November 2012 gemäß notarieller Urkunde von Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 21 am 4. Januar 2013 veröffentlicht. Die Satzung der Gesellschaft wurde seither nicht geändert.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft repräsentiert, ersucht den Notar, die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt den Nominalwert der existierenden zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile der Gesellschaft von gegenwärtig einem Euro (1,- EUR) auf einen Cent (0,01 EUR) herabzusetzen und anschließend die bestehenden zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile der Gesellschaft in eine Million zweihundert fünfzigtausend (1.250.000) Anteile der Gesellschaft umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt zehn (10) Anteilsklassen zu schaffen, die Anteile der Klasse A (die „Klasse A Anteile“), Anteile der Klasse B (die „Klasse B Anteile“), Anteile der Klasse C (die „Klasse C Anteile“), Anteile der Klasse D (die „Klasse D Anteile“), Anteile der Klasse E (die „Klasse E Anteile“), Anteile der Klasse F (die „Klasse F Anteile“), Anteile der Klasse G (die „Klasse G Anteile“), Anteile der Klasse H (die „Klasse H Anteile“), Anteile der Klasse I (die „Klasse I Anteile“) und Anteile der Klasse J (die „Klasse J Anteile“) genannt werden und die existierenden eine Million zweihundert fünfzigtausend (1.250.000) Anteile der Gesellschaft wie folgt umzuwandeln:

125.000 Klasse A Anteile
125.000 Klasse B Anteile
125.000 Klasse C Anteile
125.000 Klasse D Anteile
125.000 Klasse E Anteile
125.000 Klasse F Anteile
125.000 Klasse G Anteile
125.000 Klasse H Anteile
125.000 Klasse I Anteile
125.000 Klasse J Anteile.

Die oben genannten Anteilsklassen sollen spezifische Rechte und Pflichten haben, wie in der Satzung der Gesellschaft, wie durch den untenstehenden letzten Beschluss geändert, dargelegt ist.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von elf tausend zweihundert fünfzig Euro (11.250.- EUR) durch die Einziehung der folgenden Anteile herabzusetzen:

112,500 Klasse A Anteile
112,500 Klasse B Anteile
112,500 Klasse C Anteile
112,500 Klasse D Anteile
112,500 Klasse E Anteile
112,500 Klasse F Anteile
112,500 Klasse G Anteile
112,500 Klasse H Anteile
112,500 Klasse I Anteile
112,500 Klasse J Anteile,

so dass das Gesellschaftskapital der Gesellschaft vorübergehend bei eintausend zweihundert fünfzig Euro (1.250.- EUR) liegt, aufgeteilt in die folgenden Anteile:

12,500 Klasse A Anteile
12,500 Klasse B Anteile
12,500 Klasse C Anteile
12,500 Klasse D Anteile
12,500 Klasse E Anteile
12,500 Klasse F Anteile
12,500 Klasse G Anteile
12,500 Klasse H Anteile
12,500 Klasse I Anteile
12,500 Klasse J Anteile.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt den Betrag der Kapitalherabsetzung in Höhe von elf tausend zweihundert fünfzig Euro (11.250.- EUR) dem Agio der Gesellschaft zuzuteilen.

Gleichzeitig mit der oben beschriebenen Kapitalherabsetzung, beschließt der Alleinige Gesellschafter das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von siebenhundert siebenundvierzig tausend siebenhundert siebenundsechzig Euro und fünfzig Cent (747.767,50 EUR) zu erhöhen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag von eintausend zweihundert fünfzig Euro (1.250.- EUR) auf einen Betrag von siebenhundert neunundvierzig tausend sieben Euro und fünfzig Cent (749.017,50 EUR) durch die Ausgabe von vierundsiebzig Millionen siebenhundert sechsundsiebzig tausend siebenhundert fünfzig (74.776.750) Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (0,01 EUR), anzuheben.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, die neu ausgegebenen vierundsiebzig Millionen siebenhundert sechsundsiebzig tausend siebenhundert fünfzig (74.776.750) Anteile den neu geschaffenen Anteilsklassen wie folgt zuzuordnen:

- (a) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (b) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (c) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (d) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (e) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (f) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (g) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse G Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (h) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse H Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); (i) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse I Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und
- (j) sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig (7.477.675) Anteile, den Klasse J Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR).

Zeichnung und Zahlung

Darauf erklären:

1) Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI -ESC L.P., vorbenannt,

- (a) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (b) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (c) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (d) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (e) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (f) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (g) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (h) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);
- (i) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und
- (j) fünf tausend achthundert einundsechzig (5.861) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von fünf tausend achthundert einundsechzig Euro (5.861.- EUR). Der Wert der Einlage soll wie folgt zugeteilt werden:

- fünfhundert sechsundachtzig Euro und zehn Cent (586,10 EUR) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft, und
- fünftausend zweihundert vierundsiebzig Euro und neunzig Cent (5.274,90 EUR) dem Agio der Gesellschaft.

2) Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-A L.P. eine exempted limited partnership gegründet unter dem Recht der Cayman Inseln, mit eingetragener Geschäftsanschrift in Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands unter der Nummer WK-68503,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht,

(a) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(b) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(c) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(d) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(e) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(f) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(g) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(h) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(i) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und

(j) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun (2.441.109) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend einhundert neun Euro (2.441.109,- EUR). Der Wert der Einlage soll wie folgt zugeteilt werden:

- zweihundert vierundvierzig tausend einhundert zehn Euro und neunzig Cent (244.110,90 EUR) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft; und

- zwei Millionen einhundert sechszehn tausend neunhundert achtundneunzig Euro und zehn Cent (2.196.998,10 EUR) dem Agio der Gesellschaft.

3) Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-B L.P. eine exempted limited partnership gegründet unter dem Recht der Cayman Inseln, mit eingetragener Geschäftsanschrift in Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands unter der Nummer WK-68509,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht,

(a) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(b) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(c) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(d) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(e) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(f) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(g) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(h) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(i) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und

(j) zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig (2.443.423) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von zwei Millionen vierhundert dreiundvierzig tausend vierhundert dreiundzwanzig Euro (2.443.423,- EUR). Der Wert der Einlage soll wie folgt zugeteilt werden:

- zweihundert vierundvierzig tausend dreihundert zweiundvierzig Euro und drei Cent (244.342,30 EUR) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft; und

- zwei Millionen einhundert neunundneunzig tausend achtzig Euro und sieben Cent (2.199.080,70 EUR) dem Agio der Gesellschaft.

4) Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-C L.P. eine exempted limited partnership gegründet unter dem Recht der Cayman Inseln, mit eingetragener Geschäftsanschrift in Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands unter der Nummer WK-68506,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht,

(a) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(b) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(c) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(d) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(e) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(f) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(g) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(h) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(i) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und

(j) zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig (2.441.682) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von zwei Millionen vierhundert einundvierzig tausend sechshundert zweiundachtzig Euro (2.441.682,- EUR). Der Wert der Einlage soll wie folgt zugeteilt werden:

- zweihundert vierundvierzig tausend einhundert achtundsechzig Euro und zwanzig Cent (EUR 244.168,20) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft; und

- zwei Millionen einhundert siebenundneunzig tausend fünfhundert dreizehn Euro und achtzig Cent (2.197.513,80 EUR) dem Agio der Gesellschaft.

5) Perpetual Management Investment II L.P., eine limited partnership existierend unter dem Recht der Cayman Inseln, mit eingetragener Geschäftsanschrift in Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Limited Partnerships, Cayman Islands unter der Nummer WK-71186, vertreten durch den Komplementär Perpetual Management Investments Manager Ltd., eine limited company gegründet unter dem Recht der Cayman Inseln, mit eingetragener Geschäftsanschrift in 190 Elgin Avenue, Georgetown, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Inseln

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht,

(a) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(b) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(c) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(d) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(e) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(f) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(g) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(h) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(i) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und

(j) einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig (108.675) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von einhundert acht tausend sechshundert fünfundsiebzig Euro (108.675,- EUR). Der Wert der Einlage soll wie folgt zugeteilt werden:

- zehn tausend achthundert siebenundsechzig Euro und fünfzig Cent (10.867,50 EUR) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft; und

- siebenundneunzig tausend achthundert sieben Euro und fünfzig Cent (97.807,50 EUR) dem Agio der Gesellschaft.

6) Stichting Administratiekantoor Perpetual, eine Stichting organisiert unter dem Recht der Niederlande, mit eingetragener Geschäftsanschrift in Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, eingetragen im Handelsregister der Niederlande Netherlands Chamber of Commerce unter Nummer 57360405,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna WITTEK, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht

(a) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse A Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(b) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse B Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(c) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse C Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(d) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse D Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(e) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse E Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(f) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse F Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(g) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse G Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(h) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse H Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

(i) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse I Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR); und

(j) sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig (36.925) Klasse J Anteile mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (0,01 EUR);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von sechsunddreißig tausend neunhundert fünfundzwanzig Euro (EUR 36.925). Der Wert der Einlage soll wie folgt zugeteilt werden:

- drei tausend sechshundert zweiundneunzig Euro und fünfzig Cent (3.692,50 EUR) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft; und

- dreiunddreißig tausend zweihundert zweiunddreißig Euro und fünfzig Cent (33.232,50 EUR) dem Agio der Gesellschaft.

Die obigen Vollmachten bleiben nach Zeichnung "ne varietur" durch den unterzeichnenden Notar und durch die für die Erschienene Bevollmächtigte der hier vorliegenden Urkunde angehängt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Gesellschaft verfügt ab sofort uneingeschränkt über den Zeichnungspreis von sieben Millionen vierhundert siebenundsiebzig tausend sechshundert fünfundsiebzig Euro (7.477.675,- EUR), wie dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Folgend dem oben Genannten, treten Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-A L.P., vorbenannt, Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-B L.P., vorbenannt, Blackstone Capital Partners (Cayman) VI IT-C L.P., vorbenannt, Perpetual Management Investment II L.P., vorbenannt und Stichting Administratiekantoor Perpetual, vorbenannt, ent-

scheiden gemeinsam mit Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P. die nachfolgenden Tagesordnungspunkte zu beschließen.

Vierter Beschluss

Als Konsequenz der oben stehenden Beschlüsse, beschließen die Gesellschafter der Gesellschaft, die Artikel 5 und 21.2 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, die fortan wie folgt lauten:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt siebenhundert neunundvierzig tausend sieben Euro und fünfzig Cent (EUR 749.017,50), aufgeteilt in

- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse A Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse B Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse C Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse D Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse E Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse F Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse G Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse H Anteile,
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse I Anteile; und
- sieben Millionen vierhundertneunzig tausend einhundert fünfundsiebzig (7.490.175) Klasse J Anteile,

mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (0.01 EUR) pro Anteil (ein „Anteil“) und mit solchen Rechten und Verpflichtungen, wie in dieser Satzung der Gesellschaft dargelegt.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme an ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Versammlung der Gesellschafter (die „Gesellschafter“), welcher in der für eine Änderung dieser Satzung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden. Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Einziehung von Anteilen einschließlich der Einziehung durch Rückkauf von einer oder mehreren gesamten Klassen von Anteilen und die Einziehung von allen ausgegebenen Anteilen in einer solchen Klasse herabgesetzt werden, vorausgesetzt, dass Rückkäufe von Anteilen zuerst durch den Rückkauf von Klasse J Anteilen, dann Klasse I Anteilen, dann Klasse H Anteilen, dann Klasse G Anteilen, dann Klasse F Anteile, dann Klasse E Anteile, dann Klasse D Anteile, dann Klasse C Anteile, dann Klasse B Anteile, dann Klasse A Anteile erfolgen, jeweils auf einer pari-passu-Basis, bis jeweils alle Anteile einer solchen Klasse vollständig zurückgekauft wurden, wobei Einverständnis darüber herrscht, dass unter keinen Umständen die Rückkäufe dazu führen dürfen, dass das Gesellschaftskapital der Gesellschaft unter das gesetzliche Minimum fällt.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen vorbehaltlich der Vorschriften des Gesetzes.“

„21.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und solange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft beträgt.

Jedes Jahr, in dem die Gesellschaft beschließt Dividenden auszuschütten, die aus den Nettogewinnen und aus verfügbaren Reserven, die aus Gewinnrücklagen, einschließlich des Agios, abgeleitet worden sind, gezogen werden, soll der Betrag, der diesbezüglich zugeteilt worden ist, in der folgenden Prioritätenfolge ausgeschüttet werden:

- Erstens sollen die Inhaber von Klasse A Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma sechzig Prozent (0,06%) des Nominalwerts der Klasse A Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse B Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nominalwerts der Klasse B Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse C Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nominalwerts der Klasse C Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse D Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nominalwerts der Klasse D Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse E Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma vierzig Prozent (0,40%) des Nominalwerts der Klasse E Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse F Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nominalwerts der Klasse F Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann

- sollen die Inhaber von Klasse G Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma dreißig Prozent (0,30%) des Nominalwerts der Klasse G Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse H Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nominalwerts der Klasse H Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse I Anteilen das Recht haben, eine Dividendenausschüttung bezüglich dieses Jahres in einem Betrag von null Komma zwanzig Prozent (0,20%) des Nominalwerts der Klasse I Anteile, die von ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann
- sollen die Inhaber von Klasse J Anteilen das Recht haben, den Rest jeder Dividendenausschüttung, zu erhalten.

Sollte die letzte unbezahlte Anteilsklasse (in alphabetischer Reihenfolge, d.h. zuerst die Klasse J Anteile) gemäß Artikel 5.2 zur Zeit der Ausschüttung zurückgekauft oder eingezogen worden sein, soll der Restbetrag einer Dividendenausschüttung der vorhergehenden unbezahlten Anteilsklasse in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge zugeteilt werden (d.h. zuerst die Klasse I Anteile)."

Kostenschätzung

Die im Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde entstehenden Auslagen, Kosten Gebühren und Belastungen, gleich welcher Art, die von der Gesellschaft getragen werden oder die der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden sollen in Verbindung mit der Kapitalerhöhung, betragen schätzungsweise viertausend siebenhundert Euro (4.700.-EUR).

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienen Parteien, dass die vorliegende Urkunde auf Englisch abgefasst ist nebst einer deutschen Fassung; im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Worüber die vorliegende Urkunde in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Die Urkunde wurde dem Bevollmächtigten der erschienen Parteien vorgelesen, dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnsitz bekannt, ferner haben der Bevollmächtigte und der Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: J. Wittek et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 avril 2013. LAC/2013/16748. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mai 2013.

Référence de publication: 2013056985/747.

(130070831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2013.

Stena Drillmax Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 176.683.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of the month of April;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

There appeared:

The company STENA DRILLING INTERNATIONAL S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under number B 155.347,

duly represented by Mr. Matthias SCHMIDT, lawyer, professionally residing in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on April 5, 2013.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person representing the incorporator and by the notary will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Such incorporator, represented as here above stated, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Corporate Object

Art. 1. Form - Name. There is hereby established a company with limited liability (société à responsabilité limitée) governed by Luxembourg law, under the name of Stena Drillmax Lux 1 S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the municipality of Luxembourg-City by resolution of the sole manager or, in case of a plurality of managers, by resolution of the board of managers of the Company.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

If political, economical or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Company, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 4. Corporate Object. The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group of companies the Company is part of, any assistance of whatever kind including but not limited to financial assistance, loans, advances, securities or guarantees.

Without prejudice to the generality of the object of the Company, this latter may do all or any of the following:

- acquisition, possession, administration, sale, exchange, transfer, trade and investment in and alienation of shares, bonds, funds, notes, evidences of indebtedness and other securities, borrowing of money and issuance of notes therefore, as well as the lending of money;
- acquisition of income arising from the disposal or licensing of copyrights, patents, designs, secret processes, trademarks or other similar interests;
- rendering of technical assistance;
- participation in and management of other companies.

The Company may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates, provided that they are not freely negotiable and that they are issued in registered form only.

The Company's purpose is further the buying, the holding and selling, the chartering in and the chartering out, and the management of seagoing ships, as well as the financial and commercial operations that relate directly or indirectly to such activities.

In addition, the Company may charter, hold, lease, operate and/or provide vessels and equipment used in contract drilling services in oil and gas drilling operations; the Company may also acquire, hold, manage, sell or dispose of any such related equipment, enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions relating to contract drilling services.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

In a general fashion, the Company may carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. Share Capital. The subscribed corporate capital is set at twenty thousand US-Dollars (USD 20,000.-) represented by twenty thousand (20,000) corporate units with a par value of one US-Dollar (USD 1.-) each.

The share capital may be increased or decreased by a decision of the sole member or by a resolution of the members, as the case may be.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Art. 6. Transfer of Units. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

In case of plurality of members, the transfer of units inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In case of a sole member, the units of the Company are freely transferable to non-members.

In the case of the death of a member, the unit transfer to non-members is subject to the consent of members representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Art. 7. Redemption of Units. The Company may redeem its own units subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Company of units held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of member(s).

Title III. General Meetings of Members

Art. 8. Power of the General Meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the activity of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 9. Vote. Each unit entitles to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such unit until one person has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Company.

Art. 10. Single Member. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The resolutions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Moreover, agreements entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Title IV. Management

Art. 11. Board of managers. The Company is managed by a board of managers composed of at least two (2) A managers and one (1) B manager, either members or not.

The managers are appointed by the general meeting of members, which shall determine their number, fix the term of their office as well as their remuneration. They shall hold office until their successors are elected.

The managers may be removed at any time, with or without cause (ad nutum), by a resolution of the general meeting.

In the event of one or more vacancies in the board of managers because of death, retirement or otherwise, the remaining managers may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the general meeting ratifies the election at its next meeting.

Art. 12. Meetings. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any manager, at the place indicated in the notice of meeting.

Written or verbal notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, telex, telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may be represented at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram, telex, telefax or by e-mail another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex, telefax or by e-mail.

The board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Art. 13. Minutes of the Meetings. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, or, in his absence, by the chairman pro tempore, who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 14. Powers. The board of managers or the sole manager, as the case may be, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf and in the interest of the Company.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers or the sole manager.

The board of managers or the sole manager may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board or the sole manager shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons, who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation. The Company will be bound by the joint signatures of either (i) two (2) A managers or (ii) one (1) A manager plus one (1) B manager, except for the day-to-day management of the Company (for costs and/or expenses below twenty-five thousand Euro (EUR 25.000,-) where the signature of one (1) A manager will be binding for the Company.

The Company will be bound by the single or joint signature of any person to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of managers.

Art. 16. Liability. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are liable for the correct performance of their duties.

Title V. Accounts

Art. 17. Financial Year. The financial year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year, with the exception of the first financial year.

Art. 18. Annual Accounts. The balance sheet and the profit and loss accounts are drawn up by the board of managers or the sole manager as at the end of each financial year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

The annual accounts shall then be submitted to the annual general meeting of members.

Art. 19. Profits, Reserves and Dividends. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, charges and provisions, such as approved by the annual general meeting of members represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the annual net profits of the Company, shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The remaining profits shall be allocated by a resolution of the general meeting of members, which may resolve:

- (i) to pay a dividend to the members proportionally to the units they hold or
- (ii) to carry them forward or
- (iii) to transfer them to another distributable reserve, account of the Company.

Notwithstanding the above, the members may resolve to pay interim dividends on the future net profit of the current financial year provided that:

- (i) the annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by a resolution of the members;
- (ii) the interim dividends are paid within two (2) months following the drawing-up by the managers of interim accounts showing that sufficient assets are available for such distribution.

If the paid interim dividends exceed the amount finally distributable to the members according to the annual general meeting, the excess is not to be considered as dividend paid on account but as an immediately due receivable of the Company towards the members.

The above provisions exist without prejudice to the right of the general meeting of members to distribute at any moment to the members any net profits deriving from the previous financial years and carried forward or any amounts from any distributable reserve accounts.

Title VI. Winding up - Liquidation - Miscellaneous

Art. 20. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities), appointed by the meeting of members resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Once the liquidation is closed, the remaining assets of the Company shall be allocated to the members proportionally to the units they hold in the Company.

Art. 21. Miscellaneous. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Commercial Companies Act dated 10 August 1915, as amended.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the thirty-first day of December of the year two thousand and thirteen.

Subscription and Payment

The twenty thousand (20,000) corporate units have been issued with an aggregate premium of two hundred eighty thousand US-Dollars (USD 280,000).

All of the twenty thousand (20,000) corporate units have been subscribed by the company STENA DRILLING INTERNATIONAL S.a r.l., prenamed.

All of the twenty thousand (20,000) corporate units as well as the attached premium have been fully paid in by the subscriber prenamed so that the amount of three hundred thousand US-Dollars (USD 300,000) is at the free disposal of the Company, as certified to the undersigned notary.

Evidence of the payment of the amount of three hundred thousand US-Dollars (USD 300,000) has been made to the notary by a banking certificate.

Resolutions of the Sole Member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, represented as here above stated, representing the entire corporate capital took the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is set at 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- 2) The number of managers is fixed at four (4).
- 3) The following persons are appointed managers for an unlimited duration:

As A managers:

- Mr. Stephen Robert CLARKSON, company director, born on 4 January 1957 in Liverpool, United Kingdom, residing privately at 19, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg;

- Mr. Carl Frederik Bertil LANTZ, company director, born on 5 April 1961 in Fösie, Sweden, residing privately at Södra Sparvstykkevägen 63, SE-23932 Skanör, Sweden;

- Mr. Ernst KRAUSE, company director, born on 24 March 1946 in Sankt Peter-Ording, Germany, residing privately at 24, Rue des Vignes, L-6765 Grevenmacher;

As B manager:

- Mr. Staffan Werner HULTGREN, company director, born on 30 December 1961 in Fagelvik, Sweden, residing privately at Golfbanevägen 20, SE-436 50 Hovas, Sweden.

4) PricewaterhouseCoopers, Société coopérative de droit luxembourgeois, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 65.477 is appointed as the Company's independent auditor (Réviseur d'entreprises) for a period which shall end at the annual general meeting of the Company to be held in 2014.

5) The amount of two thousand US-Dollars (USD 2,000) is allocated out of the share premium account to the legal reserve account of the Company.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Commercial Companies Act dated 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document, having been read to the person appearing, that person appearing signed together with the notary the present original deed.

Follows the German version:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am zehnten Tag des Monats April;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

Ist erschienen:

Die Gesellschaft STENA DRILLING INTERNATIONAL S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet gemäß den Gesetzen von Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 26B, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, unter der Nummer B 155.347,

ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Matthias SCHMIDT, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 5. April 2013.

Die besagte Vollmacht bleibt nach ne varietur Unterzeichnung durch die erschienene Person, welche den Gründer vertritt und den unterzeichnenden Notar an dieser Urkunde zum Zwecke der Einregistrierung anliegend.

Der Gründer, vertreten wie vorgenannt, ersuchte den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) welche den geltenden Gesetzen und der folgenden Satzung unterliegen wird, aufzunehmen:

Titel I. Form - Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Form - Name. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die dem Luxemburger Recht unterliegt, unter der Bezeichnung Stena Drillmax Lux 1 S.à r.l. (nachstehend die "Gesellschaft"), gegründet.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft besteht auf unbeschränkte Zeit.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt. Er kann innerhalb der Stadt Luxemburg durch Beschluss des alleinigen Geschäftsführers oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, der Geschäftsführung verlegt werden.

Er kann an irgendeinen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung verlegt werden. Niederlassungen oder andere Büros können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland durch Beschluss der Geschäftsführung eröffnet werden.

Sollten sich Entwicklungen politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art zugetragen haben oder imminert werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland, wie durch die Geschäftsführung bestimmt, gefährden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Beendigung dieser anormalen Zustände, ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehenden Maßnahmen beeinflussen in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Diese vorübergehenden Maßnahmen werden von der Geschäftsführung getroffen und allen betroffenen Parteien mitgeteilt.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist es Beteiligungen, unter welcher Form auch immer, in jedem kaufmännischen, industriellen, finanziellen oder anderen Luxemburger oder ausländischen Unternehmen zu halten; sämtliche Wertpapiere und Rechte durch Beteiligung, Einlage, Optionsrecht oder auf sonstige Art und Weise zu erwerben.

Die Gesellschaft kann ihr Vermögen nutzen, um es in Grundbesitz zu investieren, um ihre Aktiva, wie sie von Zeit zu Zeit zusammengesetzt sind, nämlich aber nicht beschränkt auf ihr Portfolio von Wertpapieren jeglichen Ursprungs, zu errichten, verwalten, auszubauen und darüber zu verfügen, um sich an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle von Unternehmen zu beteiligen, um durch Investition, Zeichnung, Unterzeichnung oder Optionsrecht, Wertpapiere und alle Rechte des geistigen Eigentums zu erwerben, sie durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder sonstwie zu veräußern, um Lizenzen für Rechte des geistigen Eigentums zu erhalten oder zu gewähren und den Gesellschaften, oder zum Nutzen der Gesellschaften, in welchen sie eine mittelbare oder unmittelbare Beteiligung hält, sowie der Gruppe von Gesellschaften der die Gesellschaft angehört, jede Unterstützung jeglicher Art, einschließlich aber nicht beschränkt auf finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse, Sicherheiten oder Garantien zu gewähren.

Ohne Beeinträchtigung der Allgemeinheit des Gesellschaftsobjektes, kann die Gesellschaft noch folgendes unternehmen:

- der Erwerb, Besitz, Verwaltung, Verkauf, Tausch, Übertragung, Handel und Investition in und Abtretung von Anteilen, Anleihen, Fonds, Noten, Schuldtitel und anderen Wertpapieren, die Aufnahme von Darlehen und die Ausgabe von Schuldscheinen hierfür, sowie Darlehen gewähren;
- der Erwerb von Einkommen als Folge der Verfügung oder Lizenzerteilung von Urheberrechten, Patenten, Mustern, geheimen Verfahren, eingetragenen Marken oder anderen ähnlichen Interessen;
- die Gewährung von technischer Unterstützung;
- die Beteiligung in und der Geschäftsführung von anderen Gesellschaften.

Die Gesellschaft kann Darlehen in jeder Form aufnehmen und Anleihen, Noten, Wertpapiere, Schuldverschreibungen und Bescheinigungen privat ausgeben, vorausgesetzt, dass sie nicht frei übertragbar sind und dass sie nur in eingetragener Form ausgegeben werden.

Ferner besteht der Zweck der Gesellschaft im Kauf, Besitz, Verkauf sowie in der Anmietung und Vermietung und im Management von Hochseeschiffen, einschließlich der finanziellen und geschäftlichen Tätigkeiten, welche mit oben genannten Aktivitäten unmittelbar oder mittelbar verbunden sind.

Zusätzlich kann die Gesellschaft Seefahrzeuge sowie die Ausstattung, welche zur Erbringung von Ölbohr-/ und Gasbohrdienstleistungen benutzt wird, chartern, besitzen, mieten, betreiben und/oder zur Verfügung stellen; ferner kann die Gesellschaft dahingehende Ausstattungen erwerben, besitzen, managen, verkaufen oder veräußern, finanzielle, wirtschaftliche und andere Transaktionen, welche vertragliche Bohrdienstleistungen betreffen, eingehen, betreuen oder an diesen teilnehmen.

Die Gesellschaft kann alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Geschäftsvorgänge, welche unmittelbar oder mittelbar die oben genannten Bereiche betreffen, durchführen, um die Erfüllung des Gesellschaftszwecks zu ermöglichen.

Allgemein kann die Gesellschaft jede Handlung unternehmen, welche sie für die Erfüllung und die Förderung ihres Gesellschaftszwecks für nötig erachtet.

Titel II. Gesellschaftskapital und Geschäftsanteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwanzigtausend US-Dollar (USD 20.000,-), eingeteilt in zwanzigtausend (20.000) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem US-Dollar (USD 1,-).

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch Beschluss der Gesellschafterversammlung erhöht oder herabgesetzt werden, wie der Fall auch sein mag.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Zuteilung eines Teils der Aktiva und des erzielten Gewinnes der Gesellschaft im direkten proportionalen Verhältnis zu der Zahl der bestehenden Geschäftsanteile.

Art. 6. Anteilübertragung. Wenn die Gesellschaft mindestens zwei Gesellschafter hat, sind die Geschäftsanteile frei unter den Gesellschaftern übertragbar.

Im Falle mehrerer Gesellschafter, ist die Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Nicht-Gesellschafter abhängig von der in einer Hauptversammlung getätigten Zustimmung der Gesellschafter, die darin mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten müssen.

Im Falle eines alleinigen Gesellschafters, sind die Geschäftsanteile frei zugunsten Nicht-Gesellschaftern übertragbar.

Im Todesfall eines Gesellschafters ist die Übertragung von Geschäftsanteilen an Nicht-Gesellschafter von der Zustimmung der Gesellschafter abhängig, die nicht weniger als drei Viertel (3/4) der Rechte der verbleibenden Gesellschafter vertreten. In diesem Fall jedoch, ist die Genehmigung nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Pflichtteilsberechtigte oder den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben der Gesellschafter können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder Gesellschaftsdokumenten stellen.

Art. 7. Erwerb der Anteile durch die Gesellschaft. Die Gesellschaft kann unter den gesetzlich erlaubten Bedingungen ihre eigenen Anteile erwerben.

Der Erwerb und die Verfügung durch die Gesellschaft von und über Anteile, die sie in ihrem eigenen Gesellschaftskapital hält, soll aufgrund eines Beschlusses unter den Fristen und Bedingungen der Gesellschafterversammlung stattfinden.

Titel III. Gesellschafterversammlung

Art. 8. Befugnisse der Gesellschafterversammlung. Jede ordnungsgemäß einberufene Gesellschafterversammlung wird die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft vertreten. Sie wird die ausgedehntesten Befugnisse haben, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, zu vollstrecken oder zu ratifizieren.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschafter angenommen.

Das Gesellschaftskapital und die sonstigen Bestimmungen gegenwärtiger Satzung können jederzeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Mehrheit, der Gesellschafter, welche mindestens 3/4 des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft durch einen einstimmigen Beschluss ändern.

Falls alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 9. Stimmrecht. Jeder Geschäftsanteil gibt Anrecht auf eine Stimme in ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Geschäftsanteil anerkennen; falls sich ein Anteil im Besitz von mehr als einer Person befindet, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Rechte des betreffenden Geschäftsanteils aufzuheben, bis eine Person als alleiniger Eigentümer in den Beziehungen zu der Gesellschaft benannt wurde.

Art. 10. Alleiniger Gesellschafter. Wenn die Gesellschaft nur über einen Gesellschafter verfügt, so übt dieser alleinige Gesellschafter alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus.

Die Beschlüsse des alleinigen Geschäftsführers, die im Bereich des ersten Absatzes gefasst werden, werden protokolliert oder schriftlich niedergelegt.

Ebenfalls werden die Verträge, welche zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der von ihm vertretenen Gesellschaft eingegangen werden, protokolliert oder schriftlich niedergelegt. Dennoch ist diese letzte Vorschrift für laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden, nicht anwendbar.

Titel IV. Geschäftsführung

Art. 11. Geschäftsführer / Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird durch eine Geschäftsführung geleitet, die sich aus mindestens zwei (2) A Geschäftsführern und einem (1) B Geschäftsführer, die Gesellschafter sein können, zusammensetzt.

Die Geschäftsführer werden durch die Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt, die ihre Zahl bestimmt, die Dauer ihres Amtes, sowie ihre Vergütung festlegt. Sie halten das Amt inne, bis ihre Nachfolger gewählt sind.

Die Geschäftsführer können jederzeit, mit oder ohne Begründung (ad nutum), durch Beschluss der Hauptversammlung ihres Amtes enthoben werden.

Im Falle einer oder mehrerer Vakanzen in der Geschäftsführung, aufgrund Todes, Ruhestandes oder dergleichen, können sich die verbleibenden Geschäftsführer entschließen, eine solche Vakanz, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes, zu besetzen. In diesem Fall bestätigt die Hauptversammlung die Wahl im Rahmen seiner folgenden Sitzung.

Art. 12. Versammlungen. Die Geschäftsführung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden ernennen. Sie kann weiterhin einen Sekretär ernennen, der nicht Geschäftsführer sein muss und der verantwortlich für das Anfertigen der Sitzungsprotokolle der Geschäftsführung und der Gesellschafter ist.

Die Geschäftsführung kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder eines jeden der Geschäftsführer an dem Ort zusammen, der in der Einberufung der Sitzung genannt ist.

Schriftliche oder mündliche Einberufungen zu jeder Sitzung der Geschäftsführung müssen allen Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Zeitpunkt der Abhaltung der Sitzung zugestellt werden, außer in dringenden Fällen, wobei dann die Art des Dringlichkeitsfalles in der Einberufung genannt werden muss. Auf die Einberufung kann schriftlich oder per Telegramm, Telex, Fax oder E-Mail durch jeden Geschäftsführer verzichtet werden. Gesonderte Einberufungen sind nicht notwendig bei individuellen Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten gehalten werden, welche aus einem Zeitplan hervorgehen, welcher vorher durch einen Geschäftsführungsbeschluss genehmigt wurde.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei jeder Sitzung vertreten lassen, indem er schriftlich oder per Telegramm, Telex, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt.

Abstimmungen können auch schriftlich oder per Kabeltelegramm, Telegramm, Telex, Fax oder E-Mail durchgeführt werden.

Die Geschäftsführung kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens eine Mehrheit von Geschäftsführern bei der Sitzung der Geschäftsführung anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch eine Mehrheit der, bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen, Geschäftsführer getroffen.

Art. 13. Protokolle der Sitzungen. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden von dem Vorsitzenden unterzeichnet oder, in dessen Abwesenheit, durch den kommissarischen Vorsitzenden, der den Vorsitz dieser Sitzung übernommen hat.

Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, welche zur Vorlage in Rechtsstreitigkeiten oder in sonstiger Weise vorgelegt werden können, werden von dem Vorsitzenden und dem Sekretär oder zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 14. Befugnisse. Die Geschäftsführung oder der alleinige Geschäftsführer, soweit dies gegeben ist, verfügt über die weitestgehenden Befugnisse jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Namen und im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit der Geschäftsführung oder des alleinigen Geschäftsführers.

Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung kann ihre Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solcher Geschäftsführung und

Angelegenheiten, mit vorherigem Einverständnis der Gesellschafterversammlung an einen oder mehrere Geschäftsführer oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwingenderweise Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen) übertragen, welche unter den Bedingungen und Befugnissen, die von dem alleinigen Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung festgelegt werden, beraten und beschließen. Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung kann ebenfalls jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwingenderweise Geschäftsführer sein muss, übertragen, Angestellte einstellen oder absetzen und deren Bezüge festsetzen.

Art. 15. Vertretung. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften entweder (i) von zwei (2) A Geschäftsführern oder (ii) einem A Geschäftsführer und einem B Geschäftsführer, verpflichtet, abgesehen von der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (für Kosten und/oder Ausgaben unter fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-) bei der die Unterschrift von einem (1) A Geschäftsführer die Gesellschaft verpflichten wird.

Die Gesellschaft wird durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift jeder Person verpflichtet, an die solche Zeichnungsbefugnis durch die Geschäftsführung delegiert wurde.

Art. 16. Haftpflicht. Die Geschäftsführer sind, in Ausübung ihres Mandats, für die Verpflichtungen der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie verantwortlich für die gewissenhafte Ausführung der ihnen obliegenden Pflichten.

Titel V. Abschlüsse

Art. 17. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft wird am ersten Januar eines jeden Jahres beginnen und am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres enden, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres.

Art. 18. Jahresabschluss. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch den alleinigen Geschäftsführer oder die Geschäftsführung ein Jahresabschluss, sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt.

Der Jahresabschluss wird anschließend der jährlichen Gesellschafterversammlung vorgelegt.

Art. 19. Gewinne, Rücklagen und Dividenden. Das Guthaben der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der Kosten, Ausgaben, Tilgungen und Provisionen, so, wie von der jährlichen Gesellschafterversammlung gebilligt, stellt den Reingewinn der Gesellschaft dar.

Jedes Jahr werden wenigstens fünf Prozent (5%) von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der gesetzlichen Rücklage endet, wenn die Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft entspricht.

Die verbleibenden Gewinne werden durch Beschluss der Gesellschafterversammlung verwendet, welche beschließen kann, (i) den Gesellschaftern Dividenden entsprechend den von Ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteilen, auszuzahlen oder (ii) sie vorzutragen oder (iii) sie zu einem anderen verteilbaren Rücklagenkonto der Gesellschaft zu übertragen.

Ungeachtet des oben angeführten, können die Gesellschafter beschließen, Vorschüsse auf Dividenden auf dem kommenden Reingewinn des aktuellen Geschäftsjahres auszuzahlen, vorausgesetzt dass:

(i) der Jahresabschluss des vergangenen Geschäftsjahres ordnungsgemäß durch einen Beschluss der Gesellschafter gebilligt wurde;

(ii) die Vorschüsse auf Dividenden innerhalb von zwei (2) Monaten nach der Aufstellung des Interimabschlusses durch die Gesellschafter, welches beurkundet, dass genügend Mittel zur Verfügung stehen, ausgezahlt werden;

Wenn die ausgezahlten Vorschüsse auf Dividenden den laut der jährlichen Gesellschafterversammlung endgültig verteilbaren Betrag übersteigen, wird der Überschuss nicht als ausgezahlte Dividende berücksichtigt, sondern als eine unverzüglich fällige Forderung der Gesellschaft gegenüber den Gesellschaftern.

Die obengenannten Bestimmungen bestehen, unbeschadet des Rechts der Gesellschafterversammlung den Gesellschaftern zu jedem Zeitpunkt jeden sich aus den vorigen Geschäftsjahren beziehenden und übertragenen Reingewinn oder jede, von verteilbaren Rücklagenkonten stammende Beträge auszuzahlen.

Titel VI. Auflösung - Liquidation - Verschiedenes

Art. 20. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidator(en) (welche natürliche Personen oder Körperschaften sein können) erfolgen, die durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, welche über diese Auflösung entscheidet und deren Befugnisse und Vergütungen festlegt.

Der Tod, die Aufhebung der Zivilrechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit einer der Gesellschafter, werden in keiner Weise die Beendigung der Gesellschaft zur Folge haben.

Nach Abschluss der Liquidation werden die Aktiva der Gesellschaft im Verhältnis, entsprechend den Geschäftsanteilen, die sie halten, den Gesellschaftern zugeteilt.

Art. 21. Verschiedenes. Für alle Punkte, die nicht in der vorliegenden Satzung geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertundfünfzehn über die Handelsgesellschaften wie abgeändert.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und wird am einunddreißigsten Dezember zweitausendunddreizehn enden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwanzigtausend (20.000) Geschäftsanteile wurden mit einem Gesamtagio in Höhe von zweihundertachtzigtausend US-Dollar (USD 280.000) ausgegeben.

Sämtliche zwanzigtausend (20.000) Geschäftsanteile wurden von der vorbenannten Gesellschaft STENA DRILLING INTERNATIONAL S.à r.l. gezeichnet.

Sämtliche zwanzigtausend (20.000) Geschäftsanteile sowie das angegliederte Agio wurden vollständig durch den vorbenannten Zeichner einbezahlt, so dass der Betrag von dreihunderttausend US-Dollar (USD 300.000) der Gesellschaft, wie vom unterzeichnenden Notar festgestellt, frei zur Verfügung steht.

Der Nachweis der Zahlung des Betrages in Höhe von dreihunderttausend US-Dollar (USD 300.000) wurde gegenüber dem Notar in Form eines Bankzertifikates erbracht.

Beschluss des alleinigen Gesellschafters

Sodann fasste der alleinige Gesellschafter, vertreten wie hiervor angegeben, welcher das gesamte Stammkapital vertritt, folgende Beschlüsse:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in 26B, Boulevard Royal, L-2449 Luxemburg festgelegt;
- 1) Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf vier (4) festgelegt;
- 2) Die nachstehend genannten Personen werden für eine unbestimmte Dauer zu Geschäftsführern bestimmt:

Als A Geschäftsführer:

- Herr Stephen Robert CLARKSON, Gesellschaftsdirektor, geboren am 4. Januar 1957 in Liverpool, Vereinigtes Königreich, privat wohnhaft in 19, rue Henri VII, L-1725 Luxemburg;
- Herr Carl Frederik Bertil LANTZ, Gesellschaftsdirektor, geboren am 5. April 1961 in Fösie, Schweden, privat wohnhaft in Södra Sparvstyckevägen 63, SE-23932 Skanör, Schweden;
- Herr Ernst KRAUSE, Gesellschaftsdirektor, geboren am 24. März 1946 in Sankt Peter-Ording, Deutschland, privat wohnhaft in 24, Rue des Vignes, L-6765 Grevenmacher;

Als B Geschäftsführer:

- Herr Staffan Werner HULTGREN, Gesellschaftsdirektor, geboren am 30. Dezember 1961 in Fagelvik, Schweden, privat wohnhaft in Golfbanevägen 20, SE-436 50 Hovås, Schweden.

4) PricewaterhouseCoopers, Société coopérative de droit luxembourgeois, mit Gesellschaftssitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 65.477, wird zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (Réviseur d'entreprises) ernannt für eine Amtszeit, welche auf der jährlichen Gesellschafterversammlung, die im Jahre 2014 stattfinden wird, enden wird.

5) Der Betrag in Höhe von zweitausend US-Dollar (USD 2.000) wird der gesetzlichen Rücklage aus dem Agiokonto zugeführt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit, die Erfüllung der im Artikel 183 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertundfünfzehn über die Handelsgesellschaften aufgezählten Bedingungen überprüft zu haben und bestätigt, dass sie erfüllt wurden.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, werden auf ungefähr tausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der obengenannten erschienenen Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Version. Gemäß dem Wunsch derselben Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an die erschienene Person, unterzeichneten diese Person sowie der Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: M. SCHMIDT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 avril 2013. LAC/2013/16689. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé)/ Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013050890/510.

(130062266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Magger S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 176.668.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le quinze avril.

Pardevant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- ECI EXPERTS ET CONSEILS INDEPENDANTS S.à rl., ayant son siège social au 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, R.C.S. B 153.794, ici valablement représentée par son gérant unique Monsieur Stefano Giuffra, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 31, Grand-Rue.

2.- AGIF S.A., ayant son siège social au 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, R.C.S. B 85.992, ici valablement représentée par son administrateur-délégué Monsieur Stefano GIUFFRA, prémentionné.

Lesquels comparants, dûment représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination.

1.1. Une société anonyme luxembourgeoise est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

1.2. La société adopte la dénomination "Magger S.A..".

Art. 2 Siège social.

2.1. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg. Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.2. La société peut également par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par le conseil d'administration.

Art. 3. Objet.

3.1. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à 31.000.- (trente et un mille euros), divisé en 100 (cent) actions d'une valeur nominale de 310.- (trois cent dix euros) chacune, entièrement libéré (à raison de 100 %).

Art. 6. Modification du capital social.

6.1. Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

6.2. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription se feront aux époques et aux conditions que le conseil d'administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 8. Nature des actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Art. 9. Cession d'actions. Il n'existe aucune restriction statutaire quant aux transactions ou aux cessions d'actions de la société.

Titre III. - Administration, Direction, Surveillance

Art. 10. Conseil d'administration.

10.1. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

10.2. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale annuelle pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

10.3. En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration.

11.1. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le premier président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

11.2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs.

11.3. Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité simple. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

11.4. Les administrateurs peuvent émettre leur vote par voie circulaire. Ils peuvent émettre leur vote par lettre, télécopieur, télégramme ou télex, les trois derniers étant à confirmer par écrit.

11.5. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs généraux du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus et exclusifs pour faire tous les actes d'administration et de gestion qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale.

Art. 13. Délégation de pouvoirs.

13.1. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, entendue dans son sens le plus large, à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

13.2. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

13.3. Le premier administrateur-délégué peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 14. Représentation de la société Vis-à-vis des tiers, la société est en toutes circonstances représentée dans le cadre de son objet social par deux administrateurs ou par les délégués du conseil agissant dans les limites de leurs pouvoirs.

Art. 15. Commissaire aux comptes.

15.1. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

15.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années. Le mandat est renouvelable.

Titre IV. - Assemblée générale

Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale.

16.1. L'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

16.2. Sauf dans les cas déterminés par la loi, les décisions sont prises à la majorité simple des voix émises.

Art. 17. Endroit et Date de l'assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le troisième jeudi du mois de juin.

Art. 18. Autres assemblées générales. Le conseil d'administration ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 19. Votes. Chaque action donne droit à une voix.

Titre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 20. Année sociale.

20.1. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

20.2. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Art. 21. Répartition de bénéfices.

21.1. Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

21.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

21.3. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Dissolution, Liquidation.

22.1. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des statuts.

22.2. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII. - Disposition générale

Art. 23. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

A titre transitoire, le premier exercice social débute le jour de la constitution et prend fin le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les 100 actions comme suit:

1.- 99 actions ECI EXPERTS ET CONSEILS INDEPENDANTS S.à r.l

2.- 1 action AGIF S.A..

TOTAL: 100 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de 31.000.- euros (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille six cents euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1.- L'adresse de la société est fixée au 31, Grand Rue L-1661 Grand-Duché de Luxembourg.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six ans, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle de 2018:

a) Monsieur Stefano GIUFFRÀ, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

b) Monsieur Didier GIRARD, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

a) Monsieur Sylvain KIRSCH, consultant, demeurant professionnellement à Luxembourg.

3.- Monsieur Stefano Giuffra, expert-comptable est nommé administrateur-délégué de la société, son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de 2018.

4.- Est appelé aux fonctions de commissaire pour la même période: Fidugec SARL, ayant son siège social à L-1661 Luxembourg, 31, Grand Rue.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes;

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. GIUFFRA, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 16 avril 2013. Relation: LAC/2013/17494. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Luxembourg, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013050734/162.

(130061979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Aircraft V.I.P. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 13, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 110.343.

Il résulte des résolutions écrites des associés de la Société prises en date du 24 avril 2013 que:

- Le siège social de la Société a été transféré au 13, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg;

- Monsieur Sylvain Martinet, né le 23 janvier 1969 à Bouaké, Côte d'Ivoire, demeurant 13, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg a été nommé gérant unique de la Société à la suite de la démission de monsieur Renaud HELIES de ses fonctions de gérant de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013053174/16.

(130065459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

YAPITAL Financial A.G., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.500.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.278.

Auszug der Beschlüsse der Alleinaktionärin der Gesellschaft vom 28. Februar 2013

Anlässlich der Beschlussfassungen der Alleinaktionärin der Gesellschaft vom 28. Februar 2013, beschloss die Alleinaktionärin den eingetragenen Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt mit sofortiger Wirkung von 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg nach 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg zu verlegen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053706/13.

(130065836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Atrium Invest SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 133.639.

Les comptes annuels au 31.01.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053773/11.

(130066789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.